



## ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.10.20 / 1422

### Thème : TRAVAUX

**Objet** : Autorisation de stationner, du 1<sup>er</sup> novembre 2023 au 30 avril 2024, délivrée à EDSB à l'intérieur du parc de la Schappe, afin de pouvoir réaliser des travaux de rénovation de l'aménagement hydroélectrique de Roche Percée, de pose de conduite forcée, de rénovation de l'usine et des canaux.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par EDSB le 20 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement, de prendre toutes les mesures nécessaires,

### ARRÊTE

**Article 1** : Autorisation de stationner, du 1<sup>er</sup> novembre 2023 au 30 avril 2024, délivrée à EDSB à l'intérieur du parc de la Schappe, afin de pouvoir réaliser des travaux de rénovation de l'aménagement hydroélectrique de Roche Percée, de pose de conduite forcée, de rénovation de l'usine et des canaux.

**Article 2** : Le responsable de l'entreprise EDSB assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

**Article 3** : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'EDSB conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

**Article 4** : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

**Article 5 :** Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

**Article 6 :** Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**Article 7 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- EDSB.

**Article 8 :** Copie sera adressée à :

- le centre de secours principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 20 octobre 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,



René MICHEL

Transmis-le :

Notifié le :

26 OCT. 2023

Par délégation,  
Béatrice CHEVALIER  
Directrice Générale des Services